Nations Unies A/62/611

Assemblée générale

Distr. générale
24 décembre 2007
Français
Original : anglais

Soixante-deuxième session
Point 156 de l'ordre du jour
Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour l'exercice allant du 1er juillet 2006 au 30 juin 2007

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

Page

I. Introduction 3
II. Exécution du mandat 3
III. Exécution du budget 12
A. Ressources financières 12
B. Évolution des dépenses mensuelles 13
C. Autres recettes et ajustements 13
D. Dépenses pour matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome 14
E. Contributions non budgétisées 14
IV. Analyse des écarts 15
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre 18

07-65675 (F) 160108 160108

Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINORSO) pour l'exercice allant du 1er juillet 2006 au 30 juin 2007 (exercice 2006/07).

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (composante civile organique, composante militaire et appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1er juillet au 30 juin.)

			Écarts	
Catégorie	*Montant alloué*	*Dépenses*	*Montant*	*Pourcentage*
Militaires et personnel de police	6 478,7	6 265,7	213,0	3,3
Personnel civil	17 129,1	14 851,2	2 277,9	13,3
Dépenses opérationnelles	19 011,6	20 585,7	(1 574,1)	(8,3)
Montant brut	**42 619,4**	**41 702,6**	**916,8**	**2,2**
Recettes provenant des contributions du personnel	2 206,4	1 860,7	345,7	15,7
Montant net	**40 413,0**	**39 841,9**	**571,1**	**1,4**
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	3 315,6	2 775,9	539,7	16,3
Total	**45 935,0**	**44 478,5**	**1 456,5**	**3,2**

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	*Postes approuvés*[a]	*Postes effectivement pourvus (moyenne)*	*Taux de vacance (pourcentage)*[b]
Observateurs militaires	203	191	5,9
Contingents	27	27	–
Police des Nations Unies	6	6	–
Personnel recruté sur le plan international	114	100	12,3
Personnel recruté sur le plan national	148	132	10,8
Volontaires des Nations Unies	23	18	21,7
Postes temporaires[c]			
Personnel recruté sur le plan international[d]	1	1	n.d.
Personnel recruté sur le plan national[e]	1	1	n.d.
Personnel fourni par des gouvernements	10	4	60,0

[a] Effectif autorisé le plus élevé.
[b] Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois
[c] Financés au moyen des fonds réservés au personnel temporaire (autre que pour les réunions).
[e] Poste pourvu en janvier 2007.
[e] Poste pourvu en mars 2007.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont présentées au chapitre IV du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour l'exercice 2006/07 a été présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 17 mars 2006 (A/60/724). Son montant brut s'élevait à 46 120 000 dollars (montant net : 43 908 600 dollars), y compris des contributions volontaires en nature budgétisées d'un montant de 3 315 600 dollars, et devait permettre de financer le fonctionnement de la Mission et le déploiement de 203 observateurs militaires, 27 membres des contingents, 6 fonctionnaires de la police des Nations Unies, 115 agents recrutés sur le plan international, 149 agents recrutés sur le plan national, 23 Volontaires des Nations Unies et 10 fonctionnaires fournis par des gouvernements. Au paragraphe 30 de son rapport en date du 21 juin 2006 (A/60/897), le Comité consultatif pour les questions administratives a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 42 778 200 dollars pour financer le fonctionnement de la Mission pendant l'exercice visé.

2. Par sa résolution 60/280, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 42 619 400 dollars (montant net : 40 413 000 dollars) pour le fonctionnement de la MINURSO pendant l'exercice 2006/07. Ce montant a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

3. Le Conseil de sécurité a défini le mandat de la Mission dans sa résolution 690 (1991) et l'a prorogé dans ses résolutions ultérieures. Le mandat pour la période sur laquelle porte le présent rapport est énoncé dans les résolutions 1675 (2006), 1720 (2006) et 1754 (2007).

4. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est d'aider les parties à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après pour la composante civile organique, la composante militaire et la composante Appui.

6. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2006/07, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

Composante 1 : composante civile organique

Réalisation escomptée 1.1 : progrès vers un règlement politique du statut définitif du Sahara occidental	
Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
1.1.1 25 réunions et échanges de correspondance entre les parties au Sahara occidental-Maroc, et Front POLISARIO et pays voisins (Algérie et Mauritanie) (2004/05 : 0; 2005/06 : 20; 2006/07 : 25)	Il n'y a pas eu d'échange de correspondance entre les parties, mais leurs représentants et ceux des pays voisins se sont réunis à Manhasset, État de New York (États-Unis d'Amérique) les 18 et 19 juin 2007, pour les premiers pourparlers directs depuis sept ans.

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
54 réunions avec des représentants de l'Union africaine sur la situation politique dans la région	47	Réunions en présence du haut représentant de l'Union africaine
	20	Entretiens en tête à tête du haut représentant de l'Union africaine et du Représentant spécial du Secrétaire général
Appui à l'Envoyé personnel du Secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions, notamment grâce à la fourniture de notes d'information périodiques sur la situation sur le terrain, de mises à jour périodiques sur l'évolution de la situation politique et de la situation en matière de sécurité dans la région, d'analyses et d'avis politiques, et d'un appui logistique au cours de sa visite dans la région	Oui	Rapports quotidiens et hebdomadaires, revues de presse et rapport de la Cellule d'analyse conjointe de la Mission, analyses concernant la situation dans la région et les élections dans les États voisins, contacts périodiques directs avec le Représentant spécial du Secrétaire général et réunions d'information sur les pourparlers de Manhasset
		Appui logistique pour la coordination des réunions avec les autorités locales (transports aériens et terrestres pour la visite de l'Envoyé personnel du Secrétaire général dans la région en septembre 2006)
Exposés politiques et accompagnement de 12 délégations d'États Membres et de 10 délégations d'organisations non gouvernementales, internationales, gouvernementales et de médias en visite	13	Délégations d'États Membres
	10	Visites d'organisations non gouvernementales et d'organes d'information
4 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	2	Le mandat de la Mission a été renouvelé pour une période de six mois en octobre 2006 puis en avril 2007. Par conséquent, seuls deux rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité ont dû être établis au cours de la période à l'examen.
180 notes de revue de la presse internationale et locale en 4 langues sur des questions régionales et internationales liées au Sahara occidental à l'intention d'organismes des Nations Unies et des États Membres	364	Notes de revue de la presse internationale et locale
		Le nombre plus élevé que prévu s'explique par la couverture médiatique accrue de la question du Sahara occidental au cours de la période à l'examen et la publication quotidienne de revues de presse (le matin et l'après-midi, de façon générale).

Distribution de 1 000 copies du bulletin d'information de la Mission à la population locale 4 fois par an	Non	Le bulletin de la Mission était censé tenir la population locale informée du plan de règlement. Il n'a pu être produit en raison de divers retards.

Réalisations escomptées 1.2 : progrès vers le règlement des problèmes humanitaires, en particulier ceux qui concernent les réfugiés et les personnes disparues

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
1.2.1 Augmentation du nombre d'échanges de visites familiales (2004/05 : 28; 2005/06 : 30; 2006/07 : 52)	En raison des positions prises par les parties, il n'y a pas eu d'échange de visites familiales entre juillet et novembre 2006. Toutefois, 25 échanges ont eu lieu de novembre 2006 à juin 2007 (pour un total de 1 480 bénéficiaires).
1.2.2 Échange d'informations entre les parties sur le sort des personnes disparues	Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est occupé des travaux concernant le sort des personnes disparues. Ces activités étant particulièrement délicates, il a maintenu le caractère strictement confidentiel des éléments d'information s'y rapportant. Il a continué avec les parties à rechercher la trace des personnes encore portées disparues dans le cadre du conflit.

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Accueil de 4 réunions de donateurs organisées par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM) pour évaluer la situation alimentaire dans les camps (bureau de liaison de Tindouf) et présentation d'exposés politiques	Non	Il n'y a pas eu de réunion de donateurs pendant la période à l'examen car le programme d'assistance aux réfugiés sahraouis, prévoyant notamment la distribution de vivres, a été prolongé jusqu'à la fin août 2007. Le bureau de liaison de Tindouf a tenu 7 réunions d'information à l'intention des représentants du HCR et du PAM afin d'évaluer le programme alimentaire destiné aux camps.
Organisation de 28 réunions avec des organismes des Nations Unies et des organisations internationales représentés dans la région [HCR, Organisation mondiale de la santé (OMS), PAM, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), CICR, Organisation internationale pour les migrations (OIM)] sur le règlement des problèmes humanitaires, concernant notamment l'aide aux réfugiés et les migrations illégales à travers le Sahara occidental	28	Réunions tenues au bureau de liaison de Tindouf entre l'ONU et d'autres organismes internationaux présents dans la région – HCR, PAM, UNICEF, OMS, CICR et Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO) – sur le règlement des questions humanitaires, y compris l'aide aux réfugiés. Au cours de la période à l'examen, la question des migrations illégales a été évoquée dans les deux rapports sur la situation au Sahara occidental soumis par le Secrétaire général au Conseil de sécurité.
4 analyses politiques et recommandations à l'intention des parties sur les personnes disparues et les réfugiés	Non	La MINURSO n'a adressé aucune analyse politique ou recommandation aux parties. Quatre réunions d'information sur les questions politiques ont été

		organisées à l'intention du HCR. Celui-ci a continué avec les parties à rechercher la trace des personnes disparues dans le cadre du conflit. Pendant la période à l'examen, des renseignements sur la situation des réfugiés ont été consignés dans les deux rapports sur la situation concernant le Sahara occidental soumis par le Secrétaire général au Conseil de sécurité.
22 communiqués de presse à l'appui du programme de mesures de confiance, notamment les appels de fonds du HCR	1	La MINURSO a publié un communiqué de presse, réaffirmant son appui au programme de mesures de confiance, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, le 21 septembre 2006. Le nombre des communiqués est moins élevé que prévu en raison de la suspension des visites familiales comme suite aux positions prises par les parties. Il n'a pas été publié de communiqué de presse sur la reprise des échanges de visites en novembre 2006 en raison des positions prises par les parties. Depuis mars 2007, le HCR publie des bulletins d'information à l'intention des amis du programme de mesures de confiance, portant notamment sur l'appui à ces mesures et les appels de fonds.
Appui logistique pour la poursuite du programme de mesures de confiance entre les parties, notamment l'accompagnement à l'occasion de 52 échanges de visites familiales	Oui	Dans le cadre de son appui au programme de mesures de confiance, la MINURSO a fourni aux familles des services de transport par avion et de transport terrestre et des services médicaux, ainsi qu'une escorte par la Police des Nations Unies. Comme suite aux positions prises par les parties et à la suspension des échanges de visites familiales de novembre 2006 à juin 2007, seuls 25 échanges de visites familiales avec escorte ont eu lieu, dont ont bénéficié 1 480 réfugiés.

Composante 2 : composante militaire

Réalisation escomptée 2.1 : respect des accords de cessez-le-feu par les parties

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
2.1.1 Absence de violations graves du cessez-le-feu et des accords militaires connexes (2004/05 : 90; 2005/06 : 2; 2006/07 : 0)	Réalisé
2.1.2 Participation des parties à l'accord de cessez-le-feu aux réunions de la	Aucune réunion n'a été tenue en raison des positions adoptées par les parties.

Commission mixte de vérification militaire (2004/05 : non disponible; 2005/06 : 100 %; 2006/07 : 100 %)

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Contacts bimensuels avec des commandants locaux et des officiers supérieurs des deux parties	17	Réunions de liaison tenues par le commandant de la force de la MINURSO
23 360 jours-homme de patrouilles d'observation mobiles (à raison de 4 observateurs militaires des Nations Unies par patrouille x 16 patrouilles par jour x 365 jours)	33 580	Jours-homme de patrouilles (à raison de 4 observateurs militaires des Nations Unies par patrouille x 23 patrouilles par jour x 365 jours) Le nombre de jours-homme de patrouilles a été plus élevé que prévu en raison des changements opérés dans la structure et les procédures militaires de la Mission, qui ont eu pour effet d'accroître l'activité opérationnelle de la MINURSO et d'améliorer sa capacité de surveiller l'application du cessez-le-feu.
208 « journées de visite » de liaison effectuées par des observateurs militaires des Nations Unies auprès d'éléments et de postes de commandement des forces armées des deux parties (4 observateurs militaires des Nations Unies par visite x 1 visite par semaine x 52 semaines)	Oui	Sous la forme de 8 606 patrouilles terrestres et de 548 patrouilles aériennes
733 heures de patrouille aérienne à partir de 9 bases d'opérations en vue de l'inspection de 4 312 éléments militaires des deux parties (20,36 heures par hélicoptère par mois x 3 hélicoptères x 12 mois)	1 089	Heures de patrouille aérienne (30,25 heures par hélicoptère par mois x 3 hélicoptères x 12 mois) Le nombre d'heures de patrouille a été plus élevé que prévu en raison de la plus grande importance accordée aux opérations de reconnaissance par hélicoptère.
Enquêtes sur les allégations de violations des accords de cessez-le-feu par les parties, le cas échéant	Oui	28

Réalisation escomptée 2.2 : réduction du danger posé par les mines des deux côtés du mur de sable

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
2.2.1 Aucun mort ni blessé suite à l'explosion de mines ou de munitions (2004/05 : 2; 2005/06 : 0; 2006/07 : 0)	Réalisé. Aucun accident touchant la population civile ou le personnel de la MINURSO n'a été signalé.

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
	201	Mines et munitions non explosées marquées par la MINURSO
	19 137	Mines, munitions non explosées et munitions périmées dont la MINURSO a supervisé la destruction par les parties
Mise à jour des levés et des cartes sur les champs de mines et les munitions non explosées mis à la disposition des parties, des ONG s'occupant d'action antimines et de la population locale	Oui	Mise à jour mensuelle de la base de données sur les munitions et les munitions non explosées et transcription des données sur les cartes produites par la cellule Système d'information géographique de la Mission
		La première étape de l'introduction du Système de gestion de l'information pour la lutte antimines, base de données dédiée à la lutte antimines, a été lancée au cours de la période visée avec la formation d'un membre du personnel au Centre international de déminage humanitaire de Genève, en coordination avec le Service de la lutte antimines. La base de données est mise à la disposition des parties des deux côtés du mur de sable.

Composante 3 : appui

Réalisation escomptée 3.1 : appui logistique et administratif et soutien en matière de sécurité efficaces et rationnels à la Mission

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
3.1.1 Réduction du coût moyen des virements bancaires	Réalisé. Le coût moyen des virements bancaires est passé de 9 dollars en 2005/06 à 5 dollars en 2006/07.

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Améliorations des services		
Mise en œuvre d'un système électronique de transferts interbanques	Oui	La mise en place du système de transferts électroniques Chase Insight, entièrement opérationnel depuis le 1er octobre 2006, a entraîné une baisse des frais bancaires relatifs aux virements, la réduction du nombre de virements électroniques refusés et l'inscription plus rapide des fonds au crédit des destinataires (les fonctionnaires ont reçu les fonds virés à la date demandée), avec un taux élevé de satisfaction parmi le personnel et les clients et un faible nombre de réclamations.

Personnel militaire		
Mise en place, relève et rapatriement d'un effectif moyen de 230 militaires et fonctionnaires de police civile	224	Effectif moyen du personnel militaire et de police de la Mission
		Cet effectif a été plus faible que prévu en raison du déploiement différé des observateurs militaires.
Fourniture et stockage de rations alimentaires et d'eau en bouteille pour un effectif moyen de 230 militaires et de 115 membres du personnel international, de 23 Volontaires et de 6 fonctionnaires de police civile	218	Nombre moyen de rations militaires (repas-minute) et de bouteilles d'eau stockées dans 9 bases d'opérations
	100	Membres du personnel international approvisionnés en eau en bouteille chaque mois
	18	Volontaires approvisionnés en eau en bouteille chaque mois
	6	Fonctionnaires de police civile approvisionnés en eau en bouteille chaque mois
Personnel civil		
Administration d'un effectif moyen de 115 fonctionnaires internationaux, de 149 membres du personnel recrutés sur le plan national et de 23 Volontaires	100	Fonctionnaires internationaux (effectif moyen)
	132	Agents recrutés sur le plan national (effectif moyen)
	18	Volontaires (effectif moyen)
		L'effectif moyen du personnel civil a été plus faible que prévu parce que le taux effectif de vacance de postes a été supérieur à celui dans les prévisions budgétaires.
Mise en œuvre d'un programme de déontologie et de discipline pour le personnel militaire, les fonctionnaires de police et le personnel civil, comprenant une formation, un effort de prévention, un dispositif de contrôle et des mesures disciplinaires	Oui	Formation obligatoire sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels et sur le code de conduite pour un nombre moyen de 276 membres du personnel militaire, fonctionnaires de la police des Nations Unies, fonctionnaires internationaux et agents recrutés sur le plan national
Installations et infrastructure		
Entretien et réparation de 16 installations et 300 bâtiments préfabriqués dans 11 sites	16	Installations
	300	Bâtiments préfabriqués
	11	Sites
Exploitation et entretien de 44 groupes électrogènes dans 16 sites	44	Groupes électrogènes
	16	Sites
Entretien de 8 pistes d'atterrissage et de 8 aires d'hélicoptères	4	Pistes d'atterrissage
	8	Aires d'hélicoptères

		Les 4 pistes d'atterrissage restantes n'ont pas été entretenues parce qu'elles étaient fermées pendant la période à l'examen en raison des pluies intenses dans la zone de la Mission.
Transports terrestres		
Exploitation et entretien de 307 véhicules	307	Véhicules
Transports aériens		
Exploitation et entretien de 3 avions et 3 hélicoptères	3	Avions
	3	Hélicoptères
Transmissions		
Exploitation et entretien de 4 systèmes de téléphone PABX, de 13 stations satellites terriennes, de 200 postes de communication VHF, de 165 postes HF et de 12 postes micro-ondes dans 12 sites, y compris projet de mesures de confiance	4	Systèmes de téléphone PABX
	13	Entretien de 12 stations satellites terriennes et 1 répéteur autonome
	365	Postes de communication VHF et HF, dont des répéteurs dans les bases d'opérations et dans les véhicules
	12	Sites
Informatique		
Service d'assistance et d'entretien pour le réseau longue distance, 410 ordinateurs de bureaux, 66 ordinateurs portables, 174 imprimantes et 28 serveurs dans 12 sites	410	Ordinateurs de bureaux
	66	Ordinateurs portables
	174	Imprimantes
	28	Serveurs
	12	Sites
Services médicaux		
Fourniture et suivi de services médicaux de niveau I pour le personnel de la Mission et la population civile locale en cas d'urgence	Oui	Consultations et soins médicaux assurés pour 2 948 patients au total (observateurs militaires, personnel civil et population civile locale); 1 évacuation médicale secondaire et 2 évacuations médicales primaires concernant 2 observateurs militaires et 1 membre du personnel civil recruté sur le plan local
Entretien d'un dispositif d'évacuation par voies aérienne et terrestre à l'échelle de la Mission dans tous les sites où l'ONU est implantée, comprenant 3 hôpitaux de niveau III à Casablanca et Las Palmas	Oui	Signature de mémorandums d'accord avec la clinique Al-Hakim et la clinique California à Las Palmas (hôpitaux de niveau III) et à Casablanca Au 30 juin 2007, un mémorandum d'accord était en cours de négociation avec un hôpital de la Grande Canarie.

Exploitation et suivi d'un dispositif confidentiel d'orientation et d'analyses volontaires destiné à l'ensemble du personnel en ce qui concerne le VIH	Oui	Exploitation et entretien d'installations de dépistage du VIH à la clinique médicale de niveau I de la Mission
Programme de sensibilisation au VIH pour tout le personnel, notamment par la voie de l'éducation mutuelle	Oui	Exposés de sensibilisation au VIH/sida à l'intention de tous les observateurs militaires et membres du personnel civil dans le cadre des programmes de formation initiale 3 réunions organisées par l'équipe spéciale du VIH/sida à l'intention du personnel civil et en tenue
Sécurité		
Services de garde 24 heures par jour, 7 jours par semaine, dans 3 sites de la MINURSO	Oui	38 membres du service de sécurité ont assuré des services de garde 24 heures/24, 7 jours/7, dans 6 installations de 4 sites. En outre, l'élaboration d'un plan de sécurité révisé a été achevée en avril 2007. L'ensemble des nouvelles recrues a été formé aux questions de sécurité et 200 membres du personnel ont assisté à des réunions d'information sur la sécurité et reçu une formation concernant le dispositif de personnes relais pour les questions de sécurité.

III. Exécution du budget

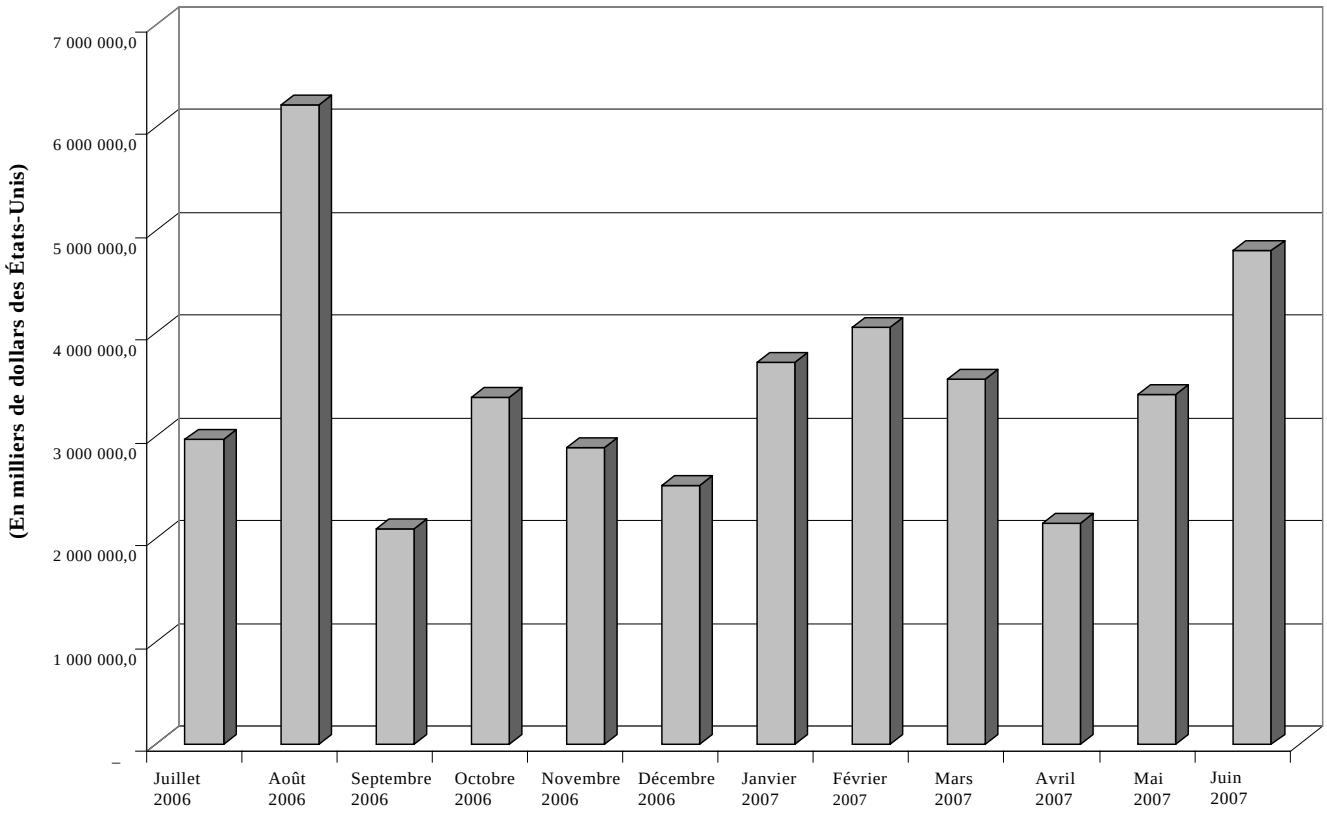
A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis. L'exercice court du 1er juillet 2006 au 30 juin 2007.)

Catégorie de dépenses	*Montant alloué (1)*	*Dépenses (2)*	*Écarts*	
			Montant (3) = (1) – (2)	*Pourcentage (4) = (3)/(1)*
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	5 598,2	5 331,8	266,4	4,8
Contingents	715,4	806,7	(91,3)	(12,8)
Police des Nations Unies	165,1	127,2	37,9	23,0
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	**6 478,7**	**6 265,7**	**213,0**	**3,3**
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	13 386,1	11 845,7	1 540,4	11,5
Personnel recruté sur le plan national	2 960,9	2 258,6	702,3	23,7
Volontaires des Nations Unies	782,1	746,9	35,2	4,5
Total partiel	**17 129,1**	**14 851,2**	**2 277,9**	**13,3**
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	188,1	67,5	120,6	64,1
Personnel fourni par des gouvernements	45,8	34,5	11,3	24,7
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	3,0	–	3,0	100,0
Voyages	336,2	360,9	(24,7)	(7,3)
Installations et infrastructures	2 843,7	4 395,3	(1 551,6)	(54,6)
Transports terrestres	1 555,0	1 919,2	(364,2)	(23,4)
Transports aériens	11 313,8	10 600,1	713,7	6,3
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Transmissions	1 181,2	1 166,1	15,1	1,3
Informatique	658,4	621,9	36,5	5,5
Services médicaux	139,0	100,2	38,8	27,9
Matériel spécial	–	–	–	–
Autres fournitures, services et matériel	747,4	1 320,0	(572,6)	(76,6)
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	**19 011,6**	**20 585,7**	**(1 574,1)**	**(8,3)**
Total brut	**42 619,4**	**41 702,6**	**916,8**	**2,2**
Recettes provenant des contributions du personnel	2 206,4	1 860,7	345,7	15,7
Total net	**40 413,0**	**39 841,9**	**571,1**	**1,4**
Contributions volontaires en nature[a] (budgétisées)	3 315,6	2 775,9	539,7	16,3
Total	**45 935,0**	**44 478,5**	**1 456,5**	**3,2**

[a] Soit 438 000 dollars du Gouvernement algérien, 2 301 900 dollars du Gouvernement marocain et 36 000 dollars du Front POLISARIO.

B. Évolution des dépenses mensuelles



7. Le pic des dépenses survenu en août 2006 est dû principalement à la passation de contrats pour la location d'avions commerciaux et l'achat de kérosène. L'augmentation des dépenses en février 2007 est imputable surtout à la passation de contrats d'achat de véhicules et aux décaissements relatifs aux rations. Enfin, les dépenses effectuées en juin 2007 correspondent à des décaissements pour le paiement de factures concernant l'achat de véhicules et d'équipement, des décaissements relatifs aux services de transport aérien et aux marchandises et services fournis par des prestataires de services.

C. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	*Montant*
Intérêts créditeurs	277,6
Recettes diverses ou accessoires	230,2
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	(1,2)

Catégorie	*Montant*
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	1 480,3
Total	**1 986,9**

D. Dépenses pour matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	*Dépenses*
Matériel majeur	
Contingents	78,3
Total partiel	**78,3**
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	1,4
Transmissions	–
Services médicaux	64,0
Équipement spécial	–
Total partiel	**65,4**
Total	**143,7**

Facteurs approuvés pour la Mission	*Pourcentage*	*Date d'entrée en vigueur*	*Date du dernier examen*
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	1,9	1998	1998
Usage opérationnel intensif	1,5	1998	1998
Actes d'hostilité ou abandon forcé	2,1	1998	1998

E. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	*Valeur effective*
Accord sur le statut de la Mission[a]	2 108,7
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	**2 108,7**

[a] Locaux fournis par les Gouvernements algérien et marocain.

IV. Analyse des écarts[1]

	Écart	
Observateurs militaires	266,4	4,8 %

8. Le solde non utilisé s'explique principalement par le fait que le taux de vacance moyen, qui a été de 6 %, a été supérieur à celui prévu dans le budget (2 %), en raison du déploiement différé des observateurs militaires.

	Écart	
Contingents	(91,3)	(12,8 %)

9. Les dépenses supplémentaires s'expliquent principalement par le remplacement non prévu du personnel du service médical par du personnel d'un nouveau pays fournisseur de contingents. Le budget prévoyait une relève par année du personnel du service médical, mais des dépenses supplémentaires ont été nécessaires pour le rapatriement et le remplacement du personnel du service médical.

	Écart	
Police des Nations Unies	37,9	23,0 %

10. Le solde non utilisé s'explique principalement par l'annulation des obligations concernant les indemnisations en cas de décès ou d'invalidité du personnel de la police des Nations Unies, aucun cas de décès ou de blessure n'ayant été relevé au cours de la période couverte par le budget.

	Écart	
Personnel recruté sur le plan international	1 540,4	11,5 %

11. Le solde non utilisé s'explique par le fait que le taux effectif de vacance des postes (12,3 %) a été plus important que celui prévu dans le budget (5 %) à cause du retard dans le recrutement de personnel international.

	Écart	
Personnel recruté sur le plan national	702,3	23,7 %

12. Le solde non utilisé s'explique principalement par le fait que le taux de vacance des postes (10,8 %) a été plus important que celui prévu dans le budget (5 %), à cause du retard dans le recrutement de personnel national.

[1] Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis. Les écarts de plus de 5 % ou d'un montant supérieur à 100 000 dollars font l'objet d'une analyse.

	Écart	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	120,6	64,1 %

13. Le solde non utilisé s'explique par le retard dans la recherche et le recrutement de personnel approprié pour l'Équipe chargée de la conduite et de la discipline; par conséquent, le poste d'agent recruté sur le plan international n'a été pourvu qu'en janvier 2007 et celui d'agent recruté sur le plan national en mars 2007.

	Écart	
Personnel fourni par des gouvernements	11,3	24,7 %

14. Le solde inutilisé s'explique par le fait qu'il n'y a pas eu de rapatriement ou de relève du personnel fourni par les gouvernements déployé pendant la période considérée.

	Écart	
Consultants	3,0	100 %

15. Le solde inutilisé s'explique par le fait que les services consultatifs prévus dans le budget pour la formation à la lutte contre le sida ont été en fait financés par le fonds d'affectation spéciale pour l'exécution de programmes relatifs au VIH/sida et au maintien de la paix.

	Écart	
Voyages	(24,7)	(7,3%)

16. Le dépassement de crédit est surtout imputable à l'augmentation des voyages dans la zone de la Mission, en particulier pour les inspections et pour la réfection et l'entretien des cantonnements militaires dans les postes d'observation.

	Écart	
Installations et infrastructures	(1 551,6)	(54,6)

17. Le dépassement de crédit résulte principalement de l'exécution de projets de renforcement de la sécurité tels que la construction de murs d'enceinte autour du siège de la Mission (conformément aux recommandations formulées par le Département de la sûreté et de la sécurité dans son rapport d'évaluation de la gestion de la Mission) et des dépenses effectuées pour réparer deux pistes/aérodromes à Mahbas et Awsard afin que les avions puissent décoller et atterrir en toute sécurité (les pistes s'étant rapidement dégradées à la suite des fortes pluies). Il s'explique aussi par l'engagement de dépenses non prévues au budget concernant l'achat de miradors pour les postes d'observation à l'intention du personnel militaire.

	Écart	
Transports terrestres	(364,2)	(23,4 %)

18. Les dépenses supplémentaires s'expliquent principalement par l'achat, compte tenu des besoins opérationnels, de trois camions-citernes pour le transport de kérosène, alors que le budget ne prévoyait que l'achat d'un camion-citerne pour le transport de gasoil et d'un autre pour le transport de kérosène.

	Écart	
Transports aériens	713,7	6,3 %

19. Le solde non utilisé s'explique principalement par le nombre d'heures de vol inférieur aux prévisions. La Mission s'était fondée, pour la location d'avions, sur 2 425 heures de vol, mais à cause de la fermeture temporaire de quatre pistes qui s'étaient dégradées à la suite des fortes pluies dans sa zone d'opérations, elle a ramené le nombre d'heures de vol à 2 075, d'où une réduction du volume de kérosène, d'huile et de lubrifiants nécessaires.

20. Les dépenses au titre de cette rubrique reflètent également les remboursements que la MINURSO a reçus du HCR pour les heures de vol qu'elle a assurées pour faciliter les échanges de visites entrant dans le cadre du programme de mesures de confiance.

	Écart	
Informatique	36,5	5,5 %

21. Le solde non utilisé s'explique principalement par le remboursement que la MINURSO a reçu du HCR pour les services informatiques assurés pour faciliter les échanges de visites dans le cadre du programme de mesures de confiance.

	Écart	
Services médicaux	38,8	27,9 %

22. Le solde non utilisé s'explique par le fait que le montant des services médicaux a été inférieur aux prévisions, car le personnel de la Mission n'a pas été victime d'incidents graves ayant entraîné des blessures au cours de la période considérée et le personnel militaire n'a présenté aucune demande de remboursement de frais médicaux.

	Écart	
Autres fournitures, services et matériel	(572,6)	(76,6 %)

23. Le dépassement de crédit s'explique par les dépenses qui ont été consacrées au financement de l'Équipe spéciale chargée des achats, créée par le Bureau des services de contrôle interne, ainsi que par la comptabilisation des pertes de change dues aux fluctuations du dollar par rapport aux devises convertibles.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre :

24. **En ce qui concerne le financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), il conviendrait que l'Assemblée générale se prononce sur :**

a) L'affectation du solde inutilisé de 916 800 dollars pour l'exercice allant du 1er juillet 2006 au 30 juin 2007;

b) L'affectation des recettes diverses de l'exercice clos le 30 juin 2007, qui se montent à 1 986 900 dollars au titre des intérêts créditeurs (277 600 dollars), des recettes accessoires ou diverses (230 200 dollars) et de la réduction ou l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (1 480 300 dollars), déduction faite des ajustements afférents à des exercices antérieurs (1 200 dollars).